



Fonction publique : l'échec d'une politique salariale

La FSU est intervenue lors de la conférence salariale au ministère de la Fonction publique en exigeant principalement une revalorisation d'urgence de 5% de la valeur du point d'indice et l'ouverture d'une véritable négociation à l'échelle de l'ensemble de la Fonction publique. La ministre annonce un « cycle de discussions » mais sans aucun bouger sur la valeur du point d'indice : c'est inacceptable, surtout en période de reprise de l'inflation. La seule annonce a été le relèvement du minimum Fonction publique pour l'aligner sur la hausse du SMIC.

La ministre prétend qu'une revalorisation de la valeur du point serait « trop uniforme » voire « inégalitaire ». Or, la FSU a fait la démonstration que les agent-es les moins bien rémunéré-es en sont tout autant victimes : par exemple, les catégories C pour lesquelles il y a eu de timides annonces en juillet, ou encore les AESH, accompagnant-es des élèves en situation de handicap pour lesquel-les des possibilités - trop faibles - d'avancement avaient été présentées : la plupart des perspectives ouvertes se trouvent aussitôt refermées car rattrapées par l'inflation et la hausse du SMIC. Rien de sérieux ne peut donc être fait sans, a minima, l'indexation de la valeur du point sur l'inflation. La FSU exige aussi que le sujet de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes soit sérieusement traité. Le développement des régimes indemnitaire est globalement défavorable aux femmes et les métiers les plus féminisés restent les moins bien rémunérés à qualification égale. Les diagnostics existent, il faut dépasser les constats et supprimer les écarts salariaux.

Plusieurs secteurs de la Fonction publique subissent une véritable crise de recrutement, les salaires décrochent, les conditions de travail ne cessent de se dégrader en raison d'une poursuite de l'austérité budgétaire et des suppressions de postes : il est urgent d'agir. Le refus de la ministre réitéré ce matin appelle à la mobilisation pour imposer nos revendications : le 23 septembre dans l'Éducation et l'Enseignement Supérieur, le 5 octobre dans le cadre interprofessionnel, montrons notre détermination à obtenir une autre politique salariale.

Les Lilas, le 21 septembre 2021

